

Que peut-on apprendre du modèle social des pays d'Europe du Nord ?

Traduction condensée du texte d'Asbjorn Wahl

L'Etat providence (Welfare state) a représenté un progrès unique dans l'histoire de l'humanité quant au niveau de vie et aux conditions de travail : santé, espérance de vie, protection sociale, ...

Remarque : à proprement parler il n'y a pas de « modèle social nordique », encore moins de « modèle social européen », mais des modèles qui se sont développés dans le cadre d'Etats-Nations puissants, avec leurs propres caractéristiques nationales : jusque dans les années 70 il y avait encore le fascisme au Portugal et en Espagne

Dans la période actuelle d'hégémonie néo libérale, l'Etat providence est attaqué par de puissantes forces économiques et politiques : dérégulation de l'économie, privatisation, coupes dans les budgets publics, menacent son existence même. *(On croirait que l'auteur parle de notre modèle social, issu du Conseil National de la Résistance, mais non il s'agit notamment de la Scandinavie, qu'on nous vante sans cesse !NDLR).*

Dans les pays étrangers on parle souvent d'importer notre modèle social nordique. La paix sociale, la coopération tripartite, le dialogue social sont présentés, y compris à gauche, comme fondamentaux pour parvenir à l'Etat Providence (Lula au Brésil...).

C'est une attitude superficielle que je conteste. Il faut analyser ses caractéristiques :

- Avoir des services publics gérés démocratiquement, accessibles à tous, à l'opposé de services marchands dirigés par le profit, est une question de structure du pouvoir, économique, social, politique.

L'Etat Providence est le résultat des luttes sociales. Un service public de haute qualité, la sécurité sociale, ...sont le résultat de la puissance croissante des travailleurs (labour).

La propriété publique et le contrôle des infrastructures de base de la société, des services, est une partie importante de ces nouvelles relations de pouvoir.

- L'Etat providence n'est pas un produit de relations de pouvoir en général, mais le résultat d'un développement historique spécifique, incluant la révolution Russe. Contrairement à ce que beaucoup pensent dans les mouvements de gauche ou syndicaux, **l'Etat providence n'est pas le résultat du dialogue social et des relations tripartites, mais le résultat d'une longue période de dures luttes sociales, de luttes de classes.** Durant le 19^{ème} siècle, et la 1^{ère} moitié du 20^{ème} siècle il y eut des grèves générales et des lock out. On utilisa la police et l'armée contre les grévistes en Scandinavie aussi. Il y eut des blessés et des morts. Une fraction importante du mouvement ouvrier se tourna vers le socialisme pour en finir avec l'exploitation capitaliste
- La dépression des années 30 a augmenté la pression populaire en faveur de l'intervention politique dans le marché. Le chômage de masse, la misère, le fascisme et la guerre ont généré une demande de masse pour la paix, la protection sociale, le plein emploi, le contrôle politique de l'économie. A la fin de la guerre, à Bretton Woods, les messages des citoyens et des travailleurs étaient clairs : en finir avec la crise incontrôlée du capitalisme. Compte tenu des rapports de force, le modèle Keynésien devint le mode de régulation du capitalisme. La fondation économique et sociale de l'Etat providence était née

Il faut noter que la force du monde du travail n'a pas eu seulement pour conséquence une amélioration des droits syndicaux et une régulation du marché du travail. **Plus importante fut la réduction des forces du marché, du capital. Avec un fort secteur public, une grande**

partie de l'économie fut soustraite du marché, et soumise aux décisions politiques. Cette diminution de l'étendue du marché était une condition nécessaire de l'Etat providence.

Remarques :

- ceci est important à noter aujourd'hui car une partie importante du mouvement syndical mondial mène des campagnes ciblées étroitement sur les normes du travail, comme si elles avaient une chance de contrecarrer les effets négatifs de la dérégulation du marché
- Il n'y a pas de corrélation directe entre fortes dépenses sociales et qualité de l'Etat providence. Le secteur de la santé aux USA représente 15 % du PNB, contre 10 % dans les pays scandinaves les plus avancés

L'Etat providence n'est pas seulement l'addition d'institutions sociales et de budgets. C'est avant tout des rapports de force spécifiques

Le pacte social

Au siècle dernier le mouvement ouvrier n'a pas été capable de conquérir des positions nouvelles et le capital n'a pas été capable de vaincre les organisations des travailleurs. En conséquence les syndicats ont graduellement établi une cohabitation pacifique avec le capitalisme. Dès les années 30 dans certains pays d'Europe, ou après la guerre dans la plupart des autres pays d'Europe de l'ouest, les sociétés entrèrent dans une période de paix sociale, de consensus, de dialogue bipartite et tripartite. C'est le rapport des forces, dans ce contexte de pacte social entre le capital et le travail, qui a formé la base sur laquelle l'Etat providence s'est développé, permettant l'élévation du niveau de vie et des conditions de travail

Il y a eu 20 années de forte croissance économique dans le monde. Ça a rendu plus facile le partage entre capital, travail, et secteur public

Il est important de réaliser que ce pacte social n'a été rendu possible qu'en raison de la puissance des syndicats et du mouvement ouvrier : les employeurs et leurs organisations ont dû reconnaître qu'elles n'étaient pas capables de vaincre les syndicats, donc qu'il fallait négocier. La cohabitation pacifique entre capital et travail a reposé sur la puissance du mouvement ouvrier, puissance acquise dans les innombrables luttes de la période précédente

L'Etat providence, en tant que capitalisme régulé, n'a jamais été l'objectif du mouvement ouvrier. Le but était le socialisme. C'est par peur du socialisme (après la révolution Russe et le renforcement et la radicalisation du mouvement ouvrier dans l'Europe de l'ouest après la 2^{ème} guerre mondiale) que le capitalisme a cédé à beaucoup d'exigences des travailleurs. Le Welfare state n'était pas le but.

C'est un compromis qui s'est traduit par des caractéristiques mixtes :

- d'une part il y a les embryons des aspirations du monde du travail pour une société meilleure (assurance sociale, redistribution, politique de l'enfance, services publics gratuits, droits universels à l'opposé de des humiliantes aides pour les plus démunis),
- D'autre part il y a eu des mesures de réparation des dégâts d'un système économique brutal et inhumain (allocations chômage, allocations pour salariés victimes d'accidents du travail, de problèmes de santé, d'exclusion du marché du travail, ...)

On doit avoir à l'esprit qu'il y avait des combats idéologiques et politiques dans le monde du travail. Les courants les plus radicaux ou révolutionnaires voulaient socialiser les moyens de production, tandis que les plus modérés ou réformistes voulaient limiter le pouvoir du capital à travers une régulation politique et des réformes

C'est la puissance des courants les plus radicaux qui a décidé les forces capitalistes au compromis. En outre les possesseurs de capitaux craignaient qu'en cas de lutte pour le pouvoir d'état, l'Union soviétique soutienne les courants les plus radicaux (ce qui ne veut pas dire qu'on approuve le modèle social soviétique)

L'énorme élévation du niveau de vie et des conditions de travail a eu des conséquences : le monde du travail a pensé avoir trouvé une voie qui permettait le progrès social, une redistribution relativement équitable, sans avoir à faire tous les sacrifices liés aux confrontations sociales et à la lutte de classes. Le capitalisme sans crise était né ! C'était la voie réformiste vers le socialisme, et on pouvait constater que ça marchait ! Les progrès sociaux ont formé la base matérielle de l'idéologie de partenariat, qui devint et est toujours profondément ancrée dans le monde du travail tant national qu'au niveau européen

Pour le mouvement syndical, le pacte social était l'acceptation de la propriété privée des moyens de production, de l'organisation capitaliste de la production, du droit des employeurs à diriger le processus de production. En échange d'améliorations des conditions de travail et du niveau de vie, les confédérations syndicales garantissaient la paix sociale et la modération dans les négociations salariales

L'Etat providence fut échangé contre l'abandon du socialisme. 50 ans après on peut voir qu'il s'agissait d'un résultat à court terme, dans un contexte historique très particulier. Il faut admettre que la stratégie des capitalistes a très largement réussi.

En raison des progrès de l'Etat providence, de l'augmentation des salaires, de l'amélioration des conditions de travail, les travailleurs ont largement soutenu la politique du pacte social.

Les courants plus radicaux et anti capitalistes ont été marginalisés

Pour beaucoup de leaders syndicaux de l'époque, la confrontation sociale était devenue contre productive, à éviter. Combiné avec la conception dominante que le capitalisme de libre concurrence était vaincu, ce développement conduisit à la dépolitisation et à la déradicalisation du mouvement ouvrier, et à la bureaucratisation du mouvement syndical. Le rôle des partis sociaux démocrates devint d'administrer le compromis de classe

Mais en réalité, les résultats de l'Etat providence sont la moisson résultant du rapport de forces acquis par les confrontations sociales et les luttes de classes de la 1^{ère} moitié du 20^{ème} siècle, incluant la révolution Russe. **D'où le paradoxe : à long terme l'idéologie du Pacte social, de l'Etat providence, a miné le rapport de forces sur lequel il était fondé !**

Le virage de l'offensive néo libérale

Après la période de reconstruction de l'économie consécutive à la 2^{ème} guerre mondiale, le modèle Keynésien rencontra des problèmes croissants : stagnation, inflation, crises de profitabilité, devinrent fréquentes. Poussées par les crises économiques internationales les forces du marché repartirent à l'offensive et la période actuelle de néo libéralisme démarra.

La politique du pacte social culmina en 1970. Après les forces capitalistes changèrent leur stratégie pour restaurer leur profitabilité, se retirant progressivement du pacte social pour adopter des politiques plus conflictuelles envers le monde du travail

L'hégémonie politique et idéologique rapidement obtenue par les capitalistes fut utilisée pour mettre en œuvre une dérégulation rapide et systématique. Résultat : concurrence accrue sur le marché, attaques sur les salaires, sur le droit du travail, les accords acceptés pendant la période du compromis de classe. A travers la pression politique, les menaces de délocalisation, les attaques spéculatives sur les monnaies, ils poussèrent à couper dans les budgets publics, dans l'économie de l'Etat providence.

Cette politique de dérégulation a conduit au développement d'une économie complètement folle, de spéculation, dans laquelle plus de 90 % des transactions internationales sont spéculatives, principalement sur les monnaies, avec une redistribution de richesse jamais vue, du public vers le privé, du travail vers le capital, des pauvres vers les riches. Le model de redistribution de l'Etat providence marche à l'envers

Une part importante de la stratégie a été la restructuration capitaliste, la globalisation : chaînes de production globales, sous-traitance, délocalisation des chaînes de production

comme des services support... Les salariés et les modèles sociaux sont mis en concurrence. Le mode de gestion privé est introduit dans le secteur public. La concurrence s'accroît sur le marché du travail, le développement de la précarité mine les droits des syndicats et des salariés

L'offensive capitaliste n'a pas rencontré une grande résistance

Le monde du travail, les syndicats, n'étaient pas prêts pour la nouvelle situation économique et sociale. En outre la dépolitisation, la déradicalisation, ont rendu plus facile pour les possesseurs de capital d'essayer de résoudre la crise en s'attaquant aux conditions de travail, aux syndicats, aux droits des travailleurs, aux services publics, aux droits sociaux

L'abolition du contrôle sur le capital, la dérégulation et la libéralisation des marchés, la redistribution et la concentration de richesses, la privatisation des services publics, l'utilisation accrue de la concurrence et de la sous-traitance, la réduction des effectifs salariés au strict minimum, la flexibilisation des marchés du travail, n'a rien d'accidentelle. C'est un changement fondamental dans le développement de nos sociétés.

Derrière le déplacement considérable dans l'équilibre du pouvoir, du rapport de forces (power) il y a d'énormes forces politiques et sociales. Contrairement à ce que disent certains, **la globalisation n'est pas une conséquence des changements technologiques et organisationnels, mais le résultat d'une stratégie et de décisions politiques prises dans le secret des conseils d'administration des multinationales, dans les institutions financières et par les gouvernements**

Les structures informelles et n'ayant aucun compte à rendre comme le G8, les institutions comme le FMI, la Banque mondiale, les institutions régionales comme l'Union européenne, l'ALENA, ...font progresser le néo libéralisme. Les multinationales sont à l'avant-garde, s'étant libérées de toute régulation et contrôle démocratique.

La déconstruction de l'Etat providence est en cours, mais le suffrage universel, les institutions démocratiques, les résistances sociales sporadiques freinent le processus de déconstruction.

La poursuite ou non dépendra de l'étendue et de la force de la résistance sociale

Du consensus à la confrontation

La rupture du compromis de classe implique que le pacte social soit remplacé progressivement par la confrontation.

Les négociations bipartites et tripartites, le **dialogue social**, comme on l'appelle maintenant en Europe ne fonctionnent plus comme auparavant

Le mouvement syndical a été pris par surprise. L'orientation du capital d'aller du consensus vers la confrontation était incompréhensible dans la culture du pacte social du mouvement ouvrier. Ça entraîna aussi une crise idéologique dans la social démocratie et la majorité du monde du travail. La social démocratie, composée de membres dépolitisés et passifs, avec une direction de plus en plus cooptée, devenant de plus en plus une élite de la société, a adoptée rapidement l'idéologie néo libérale dominante, quoique dans une forme adoucie par rapport à sa version originale de droite

Dans ce contexte la globalisation, a été interprétée non pas comme la forme concrète de l'offensive néo libérale, mais comme une phase **nécessaire** du développement de la nouvelle économie mondiale. Les secteurs dominants du mouvement ouvrier, de larges fractions du mouvement syndical des pays développés, **répètent inlassablement : la globalisation est un fait durable**. En conséquence ils sont en faveur de politiques étroites visant à renforcer la compétitivité de **leurs propres** entreprises, entraînant l'acceptation, la **flexibilité**, incluant son dernier habillage la **flexisécurité**, qui signifie la dégradation des conditions de travail et du droit du travail. La compétitivité pour sa part est promue comme le seul moyen de conserver les emplois

La dérégulation et la libéralisation, sont en général bien acceptées à condition d'être accompagnées de **clauses sociales**. La focalisation sur les relations de pouvoir, la limitation par la loi des forces du marché, ont été remplacées par une sorte de formalisme légal, au niveau national, comme à l'UE ou à l'OMC ou la banque mondiale

Dans ce vide créé par l'effondrement de la puissance des syndicats et des mouvements sociaux a émergé une entière industrie de la responsabilité sociale des entreprises. Une armée d'ONG aux bonnes intentions et bien financées, de groupes de recherche, ont été créés pour produire un rideau de fumée idéologique sous la forme de Standards éthiques volontaires, masquant le déplacement du rapport de pouvoir en faveur des intérêts capitalistes

On ne combat pas la libéralisation de l'économie, mais les effets négatifs de la libéralisation sur les salariés. Mais une libéralisation sans effets négatifs sur les travailleurs, ça n'existe pas. Si les syndicats et les mouvements sociaux veulent réduire les effets négatifs de la libéralisation, ils vont devoir combattre la libéralisation elle-même, car la libéralisation signifie dérégulation et privatisation, qui représente exactement l'énorme déplacement du pouvoir qui se produit dans la société

La libéralisation signifie que les instruments de la démocratie, de la protection sociale, des pouvoirs des syndicats et des travailleurs sont détruits et abolis. L'orientation étroite de la lutte sur la responsabilité sociale des entreprises, le dialogue social, ne feront rien sinon mener la lutte dans une impasse.

Les exigences d'un nouveau compromis de classe, avec la nostalgie de la paix sociale et de l'amélioration régulière du niveau de vie, n'a aucune chance dans la réalité du rapport de forces actuelle. Les forces sociales qui veulent défendre les services publics et les acquis de l'Etat providence devront opposer une contre offensive aux attaques des forces du capital.

Que ça plaise ou non, la réalité des relations sociales se déplace du consensus à la confrontation. Le monde du travail a intérêt à y être prêt

La « brutalisation » du travail (*terme créé par l'auteur*)

Une des conséquences du nouveau rapport de forces est l'exclusion croissante de salariés du marché du travail, le nombre de déclarés inaptes, le record de congés maladie, pour blessures et accidents. Le stress et la fatigue chronique se développent. Dans ces dernières années la pression s'est accrue, l'insécurité et l'incertitude se sont développés. De plus en plus de travailleurs ont été exclus du marché du travail : en Norvège près de **15 % des 16 – 67 ans** (âge normal de la retraite) sont en retraite anticipée, incapacité, ou traitement social de toute sorte. **Ce chiffre a doublé dans les 20 dernières années.** Simultanément les droits des syndicats et des travailleurs ont été réduits. Il y a sans aucun doute une forte « brutalisation » du travail en cours

C'est une rupture grave avec les années d'or de l'Etat providence. A cette époque, dans le monde industrialisé en tout cas, il y avait amélioration permanente, même si tout n'était pas idéal. Ce n'est plus la tendance à long terme. Le déplacement est si fort que la dignité des travailleurs est fortement attaquée

Des études australiennes ont prouvé que la sous traitance a un effet sur la santé : accidents, stress, problèmes de santé, qui peuvent aller jusqu'au décès. L'exclusion croissante du marché du travail est le résultat d'exigences toujours plus grandes des entreprises. Pour l'instant toutes les mesures prises par les politiciens et les autorités pour stopper et réduire cette exclusion ont échoué dans toute l'Europe, comme prouvé par the European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions.

Ce n'est pas étonnant : si vous n'analysez pas ou si vous niez l'existence des forces derrière la brutalisation du travail, vous ne pouvez pas lutter contre. Il y a des causes et des effets. Si vous voulez avoir de l'influence sur les effets, il faut s'attaquer aux causes. Ce n'est pas ce que font les politiciens et les autorités publiques qui ne font que gratter à la surface, et attaquer les symptômes plutôt que les causes. Les résultats sont nuls. Au contraire avec la

politique d'activation des dépenses sociales, d'attaques contre le paiement des jours de maladie et contre les acquis sociaux, ils jettent un climat de suspicion, et d'humiliation. On faut croire aux travailleurs, que c'est leur problème s'ils sont exclus du marché du travail. « C'est moi qui ne suis pas assez bon, et qui ne peut pas maîtriser les nouvelles nécessités du marché du travail »

Qu'est-ce qui n'a pas marché

- D'abord le Welfare state n'était pas une situation stable. C'était un compromis dans une situation historique précise, mais les principales caractéristiques économiques et sociales du système capitaliste étaient intactes.
- Deuxièmement ce qui pouvait avoir été considéré comme un compromis tactique à court terme du point de vue du monde du mouvement ouvrier devint un but stratégique à long terme. Au lieu d'une étape vers une émancipation sociale plus fondamentale, le compromis de classe et son rejeton l'Etat providence, devinrent **la fin de l'histoire**.
- Troisièmement, l'idéologie du pacte social a donné la preuve qu'elle était erronée. Le contrôle démocratique de l'économie n'a jamais été achevé, le capitalisme sans crise n'a pas existé, et la lutte de classe ne s'est pas terminée.
- Quatrièmement le monde du travail a été pris par surprise par l'offensive néo libérale. Mais plutôt que de mobiliser pour défendre les acquis et porter le combat social plus loin, une grande partie des dirigeants des syndicats et partis ont été mis sur la défensive, se sont accrochés au pacte social et au modèle de dialogue social, ont négocié des concessions et ont adopté de façon surprenante une grande partie de l'idéologie libérale

Il faut aller plus loin que le keynésianisme

L'Etat providence n'a pas été suffisamment loin dans la prise de contrôle démocratique de l'économie. La forte concentration de la possession du capital et des moyens de production a formé une puissante base de pouvoir, permettant au capitalisme d'attaquer la distribution plus égalitaire de biens et de services. C'est ce qui se passe

Un nouveau modèle social devra aller plus loin que l'Etat providence keynésien. Il faut un plus grand déplacement de pouvoir dans la société. C'est une question de pouvoir et de propriété. Ce n'est pas une question de bonnes intentions, de bonne volonté ou de morale (ou de responsabilité de l'entreprise comme certains l'appellent) mais de répartition du pouvoir entre travail et capital, entre les forces du marché et la société civile

Il faut pour commencer des réformes structurelles comme une taxe sur les transactions monétaires, le contrôle du capital, une taxation accrue des multinationales, le contrôle local des ressources, et l'accroissement progressif du contrôle démocratique de l'économie, ce qui doit être le point de départ des luttes à venir

Une résistance croissante

Après les reculs des années 80 et 90, on voit une résistance croissante contre le néo libéralisme et l'ordre social car de plus en plus de gens au départ trompés se rendent compte que le néo libéralisme ne tient pas ses promesses. En conséquence le néo libéralisme et les institutions globales entrent dans une crise de légitimité

La seule issue pour briser les développements existants est de mobiliser une fois de plus le mouvement d'en bas. Les attaques des multinationales, des gouvernements, des institutions financières contre l'Etat providence et à la protection sociale provoquent une résistance sociale croissante. Dans beaucoup de pays on voit une revitalisation du mouvement syndical. Des collectifs nationaux et internationaux se développent comprenant syndicats, mouvements sociaux et ONG. Il y a eu plus de 100 000 participants aux forums sociaux qui ont mobilisé des millions de personnes dans les rues, donnant confiance qu'un autre futur est possible. De plus en plus de syndicalistes constatent que se concentrer sur le dialogue social et la responsabilité sociale des entreprises ne produit pas les résultats escomptés et qu'une

perspective beaucoup plus large est nécessaire. Des luttes couronnées de succès contre la privatisation, les soi disant partenariats public – privé (PPP) ont accru la confiance que la mobilisation sociale permettait d’aller de l’avant, comme on l’ a vu en Amérique latine

Les tâches immédiates

- a) **Défendre les acquis sociaux.** C’est défensif, mais on est dans une situation défensive. Il faut lutter contre les privatisations, les dérégulations, les attaques sur la protection sociale, s’opposer à la destruction des systèmes sociaux d’accès universel développés dans beaucoup de pays, remplacés par les humiliantes aides pour les plus démunis. Il faut une taxation progressive
- b) **S’opposer à l’institutionnalisation du néo libéralisme au niveau international,** qui permet de passer par-dessus les structures démocratiques locales et nationales. Les marchés sont ouverts de force à travers la législation de l’Union Européenne (la Directive Services étant une des plus récents) , l’OMC, ...Le GATT est un exemple consistant non seulement à donner la priorité à la concurrence sur les règles sociales ou environnementales, mais aussi à rendre la privatisation et la dérégulation irréversibles. D’importants réseaux internationaux de mouvements sociaux et d’ONG se sont développés pour se mobiliser contre ces politiques de commerce et d’investissement (cf le Monde n’est pas une marchandise)
- c) **Démocratiser et développer les services publics et sociaux dans une alliance salarié / usager**

Quoique les services publics bénéficient d’un grand soutien populaire, il y a aussi un mécontentement concernant de nombreux aspects comme une accessibilité limitée, des structures bureaucratiques, une qualité insuffisante...Le sous financement pour affaiblir et discréditer les services publics est une stratégie bien connue pour ouvrir la voie à la privatisation. Il ne faut pas nier ces déficiences, mais les admettre et mettre en œuvre une stratégie d’amélioration de la qualité, de l’accessibilité, d’influence des usagers. Des réformes démocratiques et organisationnelles sont décisives pour renforcer les barrières contre la privatisation et les attaques à venir des politiciens néo libéraux. L’alliance entre les salariés des services publics et les usagers est d’une importance stratégique majeure pour les luttes sociales décisives à venir

Bien que ces combats immédiats soient importants en soi, ils doivent être orientés de façon à contribuer à renforcer nos buts stratégiques à long terme. Nos exigences et combats sont les suivants :

- Contribuer à déplacer l’équilibre des forces du capital vers le travail, du marché vers la société civile
- Etre liés aux problèmes et intérêts des groupes sociaux en question, condition indispensable de leur mobilisation
- Contribuer à construire une alliance sociale large, nécessaire pour conquérir le pouvoir social

Un transfert de pouvoir important ne peut s’obtenir que par une large mobilisation des syndicats, mouvements sociaux et autres organisations populaires et ONG. Une part toujours plus grande de nos sociétés sont les victimes de l’offensive néo libérale actuelle. Ce sont ces couches sociales qui doivent être unifiées dans des alliances nouvelles

La coopération et coordination des ces alliances et mouvements est importante. Mais pour se coordonner au-delà des frontières ils doivent d’abord être puissants et actifs au niveau local et national. Les luttes sociales se globalisent uniquement lorsque les mouvements locaux et nationaux réalisent qu’ils ont besoin de coopérer par delà les frontières pour progresser contre les forces opposées et bien coordonnées du néo libéralisme

Ça a été le cas en Norvège de la campagne pour le « welfare State » qui a réussi à construire une opposition. L'alliance inclut des syndicats, du privé comme du public, des organisations féministes, d'étudiants, de retraités, de petits paysans, d'usagers des services publics, ...

Jean Claude Chailley

.